



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STORENGY

Direction des Opérations - Euroatrium
12 rue Raoul Nordling - CS 70001
92274 Bois-Colombes Cedex
92270 Bois-Colombes

Références : VAT 2024-0355

Code AIOT : 0010001770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement STORENGY implanté Stockages souterrains de Chémery 1000 rue du Petit Etang 41700 Chémery. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY
- Stockages souterrains de Chémery 1000 rue du Petit Etang 41700 Chémery
- Code AIOT : 0010001770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement STORENGY de Chémery est un stockage souterrain de gaz en aquifère. Le site est classé SEVESO seuil haut.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
2	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	/	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet
4	Entretien – propreté	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article II.7	/	Sans objet
5	Retour d'expérience de l'exercice	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article Article III.5.J.D alinéa 5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Moyens de communication depuis la salle de contrôle	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.5.J.b alinéa 2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Déclaration des accidents et incidents	Code de l'environnement du 04/01/2024, article R. 512-69	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
8	Gestion des effluents	Code de l'environnement du 04/01/2024, article R. 541-45	Susceptible de suites	Sans objet
9	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.1.F.a	Susceptible de suites	Sans objet
10	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.1.F.b	Avec suites, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Gestion des	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	effluents	20/06/2023, article 2		
12	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article IIII.1E.a et III.1H.A alinéa 3	Avec suites, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
13	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article III.5.C.b. Alinéa 1	Avec suites, Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH – Feux de forêt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Localisation du site par rapport à la proximité d'un massif forestier :</u> Les installations du site de Chémery (station centrale et plateformes de puits) sont situées à proximité immédiate d'espaces boisés. L'exploitant est propriétaire des bois de Minhy et de Marchigny, les autres espaces boisés sont privés. L'étude de dangers (EDD) actualisée transmise par l'exploitant le 24/04/2024 (en cours d'instruction) inclut un tableau détaillant les distances entre les différentes installations et la forêt.</p> <p><u>Traitement de l'impact d'un feu de forêt sur les installations du site :</u> L'EDD actualisée identifie bien le risque d'incendie de végétation extérieur dans la liste des dangers d'origine naturelle.</p> <p><u>Mesures de maîtrise des risques prises pour sur la gestion d'un incendie de forêt sur les installations du site et vice et versa (débroussaillage, mise en sécurité des installations,</u></p>

<p><u>évacuation/éloignement des installations dangereuses, ...)</u> :</p> <p>L'EDD actualisée présente de façon détaillée les moyens de secours mobilisables (interne ou externe) et les plans de secours et d'urgence. L'EDD actualisée présente également les mesures de maîtrise des risques pour faire face à un incendie de végétation sur la station centrale. Au niveau des plateformes de puits, l'exploitant considère que l'absence de toute végétation ainsi qu'un entretien régulier de la végétation avoisinante en bordure de clôture réduisent fortement le risque de propagation d'un incendie.</p> <p>Une modélisation des effets thermiques d'un feu de forêt très intense a été réalisée avec l'outil de PERSEE. Les conclusions de la modélisation ont été prises en compte pour définir l'emplacement des installations du site.</p> <p>En cas d'incendie à proximité, l'EDD actualisée précise que l'exploitant peut assurer un rôle d'alerte auprès des moyens de secours externes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a consulté la procédure permis de feu (STY-PRO-0092 ind. E). La procédure précise qu'avant la réalisation de travaux par points chauds, un déplacement sur zone est systématiquement réalisé pour vérifier la mise en place des mesures de prévention définies lors de l'analyse des risques. Le débroussaillage peut être identifié lors de l'analyse des risques comme étant un prérequis avant la réalisation de l'intervention. La procédure définit également les modalités de surveillance continue et les rondes à réaliser après travaux. En complément des détecteurs incendie externes (DIE) fixes, l'exploitant a développé un DIE mobile (dispositif « GARDIEN ») utilisé par exemple lors des opérations de brûlage.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Accessibilité au site et circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, NATECH – Feux de forêt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a constaté que les voies de circulation étaient maintenues dans un bon état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Elles sont accessibles aux engins des services d'incendie et de secours.</p> <p>Des rondes sont effectuées deux fois par jour, y compris sur les plateformes des puits.</p> <p>La circulation à l'intérieur de la station centrale et sur les plateformes de puits est soumise à des procédures de circulation rigoureuses (ex : vitesse limitée à 20 km/h). Les installations proches de la voie de circulation sur le site sont protégées par la présence de glissières de sécurité ou d'un dispositif équivalent.</p> <p>L'organisation d'intervention du site de Chémery est mobilisable 24h/24.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, NATECH – Feux de forêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont repérés sur un plan annexé à l'EDD actualisée.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a précisé que le risque des feux de forêt</p>

était pris en compte dans la procédure STY-PRO-11 relative aux situations d'urgence survenant hors site. Les événements initiateurs tels que les feux de forêts et de végétaux et représentant une menace directe pour les installations renvoient vers les procédures du POI.
Les réseaux incendie sont testés une fois par mois par l'exploitant.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien – propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article II.7

Thème(s) : Risques accidentels, NATECH – Feux de forêt

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a présenté la liste des bonnes pratiques déployées pour l'entretien du site et de la forêt dont il est propriétaire.

L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec un prestataire spécialiste de l'entretien des espaces verts (TERRIDEAL). Les débroussaillages sont organisés deux fois par an, y compris autour des plateformes de puits, et des interventions ponctuelles peuvent également être réalisées selon les résultats des contrôles hebdomadaires et des rondes bijournalières effectués par l'exploitant. L'entretien des espaces verts se fait dans le respect de la biodiversité (aucun produit phytosanitaire n'est utilisé sur site) et dans le respect des périodes de reproduction des espèces (fauchage tardif). Autour de la clôture ceinturant les installations, le débroussaillage permet de respecter une distance suffisante entre la limite de clôture et les installations gazières de la station centrale ou des plateformes de puits. À noter que les puits se trouvent en général éloignés de la végétation puisqu'ils sont situés au milieu de chaque plateforme à environ une trentaine de mètres de la clôture.

Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que les abords des installations d'interconnexions et les limites de site à proximité étaient propres et bien entretenues. Les distances entre ces installations et la forêt avoisinante sont conformes à celles indiquées dans l'EDD actualisée.

Un plan simple de gestion est en cours depuis le 01/01/2022 et jusqu'au 31/12/2036 pour les bois de Minhy et de Marchigny (225 ha de surface cadastrale, 138 ha de surface forestière). Le plan de gestion précédent n'avait pas été appliqué et aucune coupe n'avait été réalisée. Depuis 2022, l'exploitant a mis en place un mandat de gestion avec la société AFC Conseil afin d'assurer la gestion préventive de la forêt dont il est propriétaire. AFC Conseil a notamment procédé au

recensement des essences, élaboré une cartographie des peuplements et défini un plan de coupe triennale mis en place depuis 2023 et concernant environ 60 ha des 138 ha de surface forestière (priorisation sur les peuplements les plus denses). Les coupes ont été planifiées afin de répondre au double objectif de biodiversité et de sécurité de la forêt.
Conclusion : Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Retour d'expérience de l'exercice

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article Article III.5.J.D alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI-PPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 06/12/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant transmettra à l'inspection le retour d'expérience tiré de cet exercice du 6 décembre 2023, notamment en ce qui concerne le choix du scénario proposé et de son déroulement ainsi qu'en termes d'échanges d'informations entre parties prenantes et en particulier avec la préfecture sur le volet "prise de décision opérationnelle". Le rapport sera accompagné des éventuels axes d'améliorations retenus à l'issue de cet exercice. ». <p>Le 15/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte-rendu détaillé de l'exercice POI et PPI du 06/12/2023. Le compte-rendu est complet et identifie deux actions d'amélioration, suivies par l'exploitant via l'outil interne d'amélioration continue SARA.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a consulté l'outil SARA (référence SARA n°URG-23-00041, actions n°ACT-24-00616 et n°ACT-24-00617) et les deux actions d'amélioration sont prévues pour 2024.</p>
Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de communication depuis la salle de contrôle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.5.J.b alinéa 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI-PPI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux...) sont mobilisables de façon exclusive en cas d'alerte.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 06/12/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées les moyens de communication à disposition et de secours (liaison téléphonique, WIFI) utilisables par les parties prenantes présentes en salle de crise ainsi qu'en salle de contrôle dans le cadre d'un exercice POI-PPI mais également en situation accidentelle réelle. ».</p> <p>Le 15/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la liste détaillée des moyens de communication utilisables par les pompiers et les autres parties prenantes présentes en salle de crise ainsi qu'en salle de contrôle.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/01/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents et incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « Un rapport d'incident doit être transmis à l'inspection dans un délai n'excédant pas 15 jours. ».</p> <p>Ce constat a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 (article 6).</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident dûment complétée le 23/01/2024 ainsi que la fiche d'analyse détaillée le 30/01/2024.</p> <p>Conclusion : L'article 6 de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 est respecté. L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, BSDD sous TrackDéchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant renseignera l'application TRACKDECHETS après évacuation des effluents pollués. ».

Le 23/01/2024, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que le suivi des déchets non dangereux (pour acceptation en STEP) sera assuré via l'application interne Tennaxia, l'application TRACKDECHETS ne gérant que les déchets dangereux ».

Le 19/03/2024, l'exploitant a transmis un récapitulatif du traitement des effluents pollués : 8 659 tonnes ont été traitées grâce à 339 opérations d'envoi en filière de traitement. 66,8 % des effluents ont pu être traités en STEP, et les 33,2 % restants ont été traités dans des centres de traitement de déchets.

L'exploitant a également précisé dans son courrier du 19/03/2024 : « L'ensemble des bordereaux de suivi de déchets sont disponibles sur site et également sur Trackdéchets pour celles parties en centre de traitement (les STEP n'utilisant pas cette application).

Ces opérations d'envoi en filière de traitement ont débuté le 04/01/2024 pour se terminer le 09/02/2024.

Le bassin d'orage et le réseau d'eaux pluviales ont ensuite été entièrement nettoyés et curés par la société SOA, permettant d'attester de la suppression du produit polluant (voir attestation de nettoyage effectué par SOA en pièce jointe).

Une demande de remise en service du bassin d'orage a été effectué le 08/02/2024 auprès le DREAL qui l'a validé le 09/02/2024 pour une remise en fonctionnement normal.

En synthèse, les deux tiers de ces eaux sont partis en station d'épuration et le dernier tiers en centre de traitement. »

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a visionné l'outil Tennaxia et a consulté par sondage les bordereaux de suivi de déchets n°CHY-2024-TXA0027 (18,18 t) et n°CHY-2024-TXA00143 (26,92 t).

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.1.F.a
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations de traitement des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (début, température, composition ...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>La dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.</p> <p>Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « La procédure d'urgence environnementale PUE Déversement de produits (04-P6-rev déc. 21) n'a pas été appliquée. Les opérateurs de l'équipe Exploitation devront faire l'objet d'une mise à niveau sur les procédures d'urgence applicables au site. ».</p> <p>Le 23/01/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées : « Un rappel à la règle d'application de la procédure d'urgence environnementale PUE Déversement de produits a été effectué pour tous les acteurs impliqués dans la gestion de cet évènement, avec un entretien</p>

individuel par le directeur de site. Une communication de ce retour d'expérience a également été fait à l'ensemble du personnel ».

Le 19/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure d'urgence environnementale PUE Déversement de produits mise à jour (04-P6-rev mars 24) avec la précision « les eaux contenant de l'émulseur incendie ne doivent pas être rejetées dans le milieu naturel (voir FDS, ex : Ecopol de Bioex est à traiter en station d'épuration) ».

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a constaté que la fiche de procédure mise à disposition du personnel avait bien été mise à jour. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a également consulté les courriels traçant les entretiens individuels tenus en janvier 2024 par le directeur de site ainsi que la communication faite également par courriel le 31/01/2024 à l'ensemble du personnel.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article III.1.F.b

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2024

Prescription contrôlée :

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou coloration anormales dans les eaux naturelles.

L'exploitant fournira une analyse du point éclair de ses rejets d'eaux industrielles dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les rejets directs ou indirects sont interdits dans les eaux souterraines ou sur le sol.

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température : ... < 30°C
- PH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l
- Etre exempt de matières flottantes
- Ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « Non-conforme : L'exploitant a rejeté dans le milieu naturel des effluents portant atteinte à l'environnement. L'inspection a constaté une mortalité piscicole d'une quinzaine d'individus dans la mare située après le rejet du bassin d'orage. L'exploitant procédera au pompage des effluents pollués dans la mare. Des analyses seront réalisées par l'exploitant dans le bassin d'orage avant tout nouveau rejet dans le milieu naturel. Des analyses seront réalisées par l'exploitant dans la mare et dans l'étang de la Grande Brosse et les résultats seront transmis à l'inspection. ».

Ce constat a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 (articles 2 et 5).

Le 23/01/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées : « L'exploitant a procédé au pompage des effluents pollués dans la mare et les a stockés dans le bassin orage pour pouvoir effectuer des analyses afin de définir la filière de traitement adéquate. Des analyses ont été réalisées dans le bassin d'orage et dans la mare par le laboratoire départemental d'analyses du Loir-et-Cher, tous les jours ouvrés depuis le 02/01 (partiellement pour le 08 et le 09). Pour l'étang de la Grande Brosse, l'APAVE réalise des analyses deux fois par semaine depuis le 10/01/2024. L'ensemble de ces résultats de ces analyses vous seront transmis prochainement. ».

Le 19/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la synthèse des résultats des analyses réalisées. Tous les paramètres mesurés sont en dessous des valeurs limites, sauf le paramètre DBO5 mesuré à 150 mg/l dans la mare le 02/01/2024.

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a consulté par sondage les rapports d'analyses n°240100333-2 (prélèvement mare du 02/01/2024) et n°240201083 (prélèvement bassin d'orage du 11/01/2024) réalisés par le laboratoire départemental d'analyses. L'ensemble des paramètres prescrits dans l'article 5 de l'arrêté n°41-2024-02-02-00001 du 02/02/2024 ont été analysés.

Remarque : le résultat d'analyse pour le paramètre « hydrocarbures » était indiqué « en cours » sur le second rapport consulté, le laboratoire départemental d'analyses ayant sous-traité cette analyse à autre laboratoire et étant en attente du résultat final. La synthèse des résultats des analyses réalisées montre que ce paramètre a été mesuré en dessous de la valeur limite pour les autres prélèvements (hors résultats indiqués « en cours »). Par ailleurs, ce paramètre est analysé deux fois par an par l'APAVE. L'inspection des installations classées a consulté le rapport d'analyse du 15/02/2024 et le résultat est en dessous de la valeur limite.

Conclusion :

<p>Les articles 2 et 5 de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 sont respectés.</p> <p>L'écart précédemment identifié est levé.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 11 : Gestion des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Substances per- et polyfluoroalkylées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant démontrera l'absence de substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par ses installations de CHEMERY. ».</p> <p>Le 23/01/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées : « Les émulseurs utilisés par Storengy sont tous sans substances PFAS (per- et polyfluoroalkylées). Suite à la parution de l'AM du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, Storengy a réalisé un inventaire de ces substances utilisées sur ses sites. Concernant le site de Chémery, uniquement 2 produits contenant des PFAS sont utilisés. Il s'agit de 2 aérosols :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le DIPTER SA : un insecticide guêpes et frelons asiatiques, qui contient du Trans-1,3,3,3-tetrafluoroprop-1ène, • Le MICROLEC.SID : utilisé pour des opérations de nettoyage et de dégraissage dans les domaines de la mécanique de précision et de l'électronique et qui contient du Hexafluoropropene, oxidized, oligomers, reduced, fluorinated. <p>Au vu des très faibles quantités utilisés et de leurs modes d'utilisation, nous avons considéré que nous n'étions pas soumis à l'application de cette arrêté ministériel ».</p>

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a précisé que la liste de l'ensemble des produits autorisés sur site avait été analysée afin d'identifier les 2 produits utilisés sur site et contenant des PFAS. Concernant les émulseurs, l'exploitant a été sensibilisé très tôt aux potentiels risques induits par les PFAS et a choisi un produit sans PFAS il y a déjà plusieurs années.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé.
Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2002, article IIII.1E.a et III.1H.A alinéa 3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2024

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux pluviales et d'essai des installations de lutte contre l'incendie sont dirigés vers le milieu naturel. Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.
[...]

Les déchets et résidus produits sont stockées, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations et l'environnement
[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « Des eaux contenant de l'émulseur ont été rejetées directement dans le milieu naturel.

La fiche de données de sécurité en date du 22 octobre 2021 - version 9.1 - concernant l'émulseur (ECOPOL - Emulseur anti-incendie) rejeté les 30 et 31 décembre 2023 dans le bassin d'orage du site puis dans le milieu naturel précise, dans la rubrique 3 les mentions de danger H400 (Très toxique pour les organismes aquatiques), H411 (Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme) et H412 (Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme) : ce produit n'a cependant pas été considéré comme un déchet et

n'aurait pas dû être rejeté dans le milieu naturel.

900 litres d'émulseur (substances nocives) en mélange ont été rejetés dans le milieu naturel les 30 et 31 décembre 2023 et une quinzaine de poissons ont été découverts morts dans la mare en aval du rejet. ».

Ce constat a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 (article 1).

Le 23/01/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées : « Les mentions de dangers de la rubrique 3 concernent la composition et informations sur les composants.

Les mentions de dangers H400 et H411 concernent le dodécane-1-ol présent entre 0 et 2.5% dans l'émulseur Ecopol. L'alkylbétaine présent entre 2.5 et 10% contient également la mention de danger H412 « Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets à long terme ».

Les mentions de dangers figurant à la rubrique 2 « Identification des dangers » de la FDS ECOPOL sont H318 (provoque de graves lésions des yeux) avec le pictogramme de danger GHS05 (peut provoquer des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves).

Le pictogramme « Dangereux pour l'environnement » (GHS09) (dangereux pour les organismes aquatiques) ne figure pas sur la FDS et à la rubrique 2.1 « Classification de la substance ou du mélange », il est précisé : « Ce mélange ne présente pas de danger pour l'environnement. Aucune atteinte à l'environnement n'est connue ou prévisible dans les conditions normales d'utilisation ». Il est également précisé à la rubrique 12 « Informations écologiques » au 12.2.1 et 12.2.2 : « Biodégradation : rapidement biodégradable ».

Le fournisseur du produit BIOEX nous a précisé suite à cet événement que le produit doit être traité en station d'épuration pour s'assurer de sa biodégradation.

Ces eaux contenant de l'émulseur n'auraient pas dû effectivement être rejetées directement dans le milieu naturel, mais être traitées en station d'épuration. ».

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a confirmé avoir informé le fournisseur du produit BIOEX de l'accident survenu sur le site et du manque de précision de la FDS du produit.

Conclusion :

L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 est respecté.

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article III.5.C.b. Alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2024

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitations écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

-les modes opératoires

-la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées ,[...].

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/01/2024, le constat suivant avait été formulé : « La procédure d'urgence environnementale PUE Déversement de produits (04-P6-rev déc. 21) n'a pas été appliquée. Les opérateurs de l'équipe Exploitation devront faire l'objet d'une mise à niveau sur les procédures d'urgence applicables au site. ».

Ce constat a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 (article 3).

Le 23/01/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées : « Un rappel à la règle sera organisé pour tous les acteurs impliqués dans la gestion de cet évènement. Un entretien individuel sera organisé et tracé par le directeur de site. Une communication de ce retour d'expérience sera faite à l'ensemble du personnel. ».

Le 19/03/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la procédure d'urgence environnementale PUE Déversement de produits mise à jour (04-P6-rev mars 24) avec la précision suivante : « les eaux contenant de l'émulseur incendie ne doivent pas être rejetées dans le milieu naturel (voir FDS, ex : Ecopol de Bioex est à traiter en station d'épuration) ».

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'inspection des installations classées a constaté que la fiche de procédure mise à disposition du personnel avait bien été mise à jour. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a également consulté les courriels traçant les entretiens individuels tenus en janvier 2024 par le directeur de site ainsi que la communication faite également par courriel le 31/01/2024 à l'ensemble du personnel.

Conclusion :

L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences du 02/02/2024 est respecté.

L'écart précédemment identifié est levé.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure